



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

dossier n° CUb 02B 016 22 S0002

date de dépôt : 05 mai 2022

demandeur : **CORSICA SOLE 38**, représenté
par **Monsieur ANTONIOTTI Paul**

pour : **construire une centrale photovoltaïque
au sol.**

adresse terrain : **lieu-dit Costicciolo, à Antisanti
(20270)**

CERTIFICAT d'URBANISME N° DDT2B/SST/QADS/ 354/2022
délivré au nom de l'État
Opération réalisable sous conditions

Le préfet de la Haute-Corse,
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu la demande présentée le 5 mai 2022 par la société **CORSICA SOLE 38**, représentée par **M. ANTONIOTTI Paul**, sise au lieu-dit le Village à Pancheraccia (20251), en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

- indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :
 - cadastré 0-0E-0174
 - situé lieu-dit Costicciolo
20270 Antisanti
- et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant à construire une centrale photovoltaïque au sol ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le décret du 7 mai 2019 portant nomination de **M. François RAVIER**, préfet de la Haute-Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2B-2021-12-06-00004 en date du 6 décembre 2021 portant délégation de signature à **M. Yves DAREAU**, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse ;

Considérant que le projet contribuerait aux objectifs de développement des énergies renouvelables ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Haute-Corse ;

CERTIFIE

Article 1

Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée sous réserve :

- **de la fourniture, au stade de l'autorisation de construire, du récépissé de déclaration au titre des ICPE,**

- des avis des services consultés notamment de l'avis de la mission régionale de l'autorité environnementale ;
- du résultat de l'enquête publique ;
- du respect des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire communal.

Article 2

Le terrain est situé dans une commune régie par le règlement national d'urbanisme.
Les articles suivants du code de l'urbanisme sont, notamment, applicables :

- art. L.111-3 à L.111-10 , art. R.111-2 à R.111-19, art. R.111-25 à R.111-30.

Zone en discontinuité de l'urbanisation existante.

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- terrain soumis à autorisation de défrichement.

Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
Eau potable	NR	NR		
Électricité	NR	NR		
Assainissement	NR	NR		
Voirie	NR	NR		

NR : non renseigné

Article 4

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

TA Communale	Taux = 5 %
TA Départementale	Taux = 2,5 %
Redevance d'Archéologie Préventive	Taux = 0,4 %
Redevance bureau	

Article 5

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c) et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération : Néant

Article 6

Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- demande de permis de construire.

Fait à Bastia, le 04 JUL. 2022

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général

Yves DAREAU

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

